



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

enseignement agricole

Question écrite n° 36674

Texte de la question

M. Hervé Morin attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur la situation des agents contractuels de droit public des établissements d'enseignement agricole privé. A plusieurs reprises, ils l'ont interrogé sur les mesures de promotion pour les jeunes enseignants aujourd'hui bloqués dans une catégorie (III) inférieure à celle des certifiés sur une augmentation nationale de la dotation pour enfin pouvoir se mettre en conformité avec les référentiels de formation, sur une mesure d'équité pour que les obligations de service soient au niveau de celles de ces professeurs certifiés de l'enseignement agricole public. Si dans le JO du 18 octobre 1999, le ministre de l'agriculture et de la pêche aborde un autre problème qu'ils avaient soulevé, celui des conditions de leur départ en retraite, ils n'ont toujours pas obtenu de réponse aux trois questions définies ci-dessus. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir apporter une réponse à leur attente et de lui indiquer s'il a l'intention d'ouvrir de réelles négociations afin de discuter de tous ces sujets fondamentaux pour l'avenir de ces enseignants.

Texte de la réponse

Les personnels de l'enseignement privé, que ce soit les personnels de l'enseignement privé général relevant du ministère de l'éducation nationale dont la situation a été définie par la loi Debré de 1959 ou que ce soit les personnels de l'enseignement privé agricole relevant du ministère de l'agriculture dont la situation a été définie par la loi Rocard de 1984 bénéficient, à obligation et à compétence comparables, d'une rémunération strictement égale à celles des personnels titulaires de l'enseignement public. En matière de couverture sociale et de droits à retraite, ces personnels ont été assimilés aux agents contractuels de l'Etat. Toutefois, pour leur garantir une retraite comparable à celle des fonctionnaires titulaires, l'Etat n'a pas souhaité les affilier à la caisse de retraite complémentaire commune pour tous les agents non titulaires : l'IRCANTEC qui pratique un taux unique de cotisation mais il a laissé à chaque établissement le soin de choisir lui-même la caisse d'affiliation. Il a décidé parallèlement de retenir les taux de cotisation suffisamment élevés pour garantir des pensions comparables à celles du secteur public. Pour assurer les mêmes conditions de départ en retraite, l'Etat a mis en place pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale un dispositif particulier : le RETREP (Régime temporaire de retraite de l'enseignement privé) qui se substitue aux caisses de retraite existantes chaque fois qu'un enseignant du privé ne peut prétendre à une retraite à taux plein au regard des règles appliquées aux salariés du privé alors que cet agent aurait pu y prétendre s'il avait été bénéficiaire d'une pension civile servie par l'Etat. La loi Debré lorsqu'elle a été votée en 1959 n'avait pas prévu le dispositif du RETREP. Il a fallu une loi spécifique, votée en 1977, dite loi Guemur pour le mettre en place. La loi du 31 décembre 1984, qui définit la situation des personnels de l'enseignement agricole privé et qui est postérieure à la loi Guemur ne reprend pas de façon explicite les dispositions prévues par ce texte. Dans ces conditions, le ministère de l'agriculture a estimé qu'il n'avait pas la possibilité de faire bénéficier du RETREP les personnels de l'enseignement agricole privé. Il a constaté toutefois qu'il existait un décalage entre la situation de ces agents et celle relevant du ministère de l'éducation nationale. Aussi a-t-il souhaité dans un premier temps, saisir le conseil d'Etat et demander à la haute assemblée si la loi Rocard, dans sa rédaction actuelle, pouvait autoriser le

Gouvernement à mettre en place le RETREP pour l'enseignement agricole ou si une modification législative était nécessaire.

Données clés

Auteur : [M. Hervé Morin](#)

Circonscription : Eure (3^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 36674

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 1999, page 6226

Réponse publiée le : 8 mai 2000, page 2834